

UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

Adresse provisoire : 11 rue du Caire PARIS 2°

U . N . E . F .  
I N F O R M A T I O N S

Nouvelle Série N° 2 Spécial Congrès

LE 22 Mars 1971

Directeur : G. KONOPNICKI

Imprimerie spéciale de l'UNEF

COMMUNIQUE DU BUREAU NATIONAL  
DE L'UNEF , LE 17 MARS 1971

Le B.N. de l'UNEF s'est réuni pour tirer le bilan des luttes revendicatives qui se développent dans les universités, notamment depuis le congrès de l'UNEF des 5-6-7 Mars.

Dans l'ensemble des villes, une campagne contre l'augmentation des Restaurants, contre la mise en place du tarif à 2F se développe. A Marseille un meeting vient de réunir plusieurs centaines d'étudiants. Sur le plan national plus de 60 000 cartes ont déjà été signées. Le succès remporté à Nice, à Brest, à Rennes contre l'augmentation peut faire reculer le pouvoir.

L'action doit se poursuivre !

A Lille, un étudiant palestinien est menacé d'expulsion en Grande Bretagne pour le simple fait de soutenir la lutte de son peuple. L'UNEF s'affirme solidaire de ce camarade, il se trouve désormais sous la protection des étudiants et de leur organisation.

A la Faculté des Sciences de Paris , à l'appel de Paris Sciences UNEF se développe la solidarité des étudiants et du personnel en lutte . Dans les amphithéâtres les étudiants se mobilisent sur leurs propres revendications !

Sous l'impulsion de l'UNEF dans les facultés, le mouvement d'opposition aux mesures de suppression des IPES pour 71 et aux ITFP s'amplifie, les étudiants s'opposent aux mesures sélectives issues du décret du 19 Juin sur le contrôle des connaissances.

Les revendications portent sur l'ensemble des questions demeurrées en suspens. 5 000 étudiants exigeaient dans la cour de la Sorbonne le 5 Mars, l'ouverture de négociations. En refusant, le gouvernement a fait la preuve qu'il était bien le responsable de la situation et que seule la lutte pouvait le faire reculer.

Lutter pour l'obliger à négocier, c'est déjà faire reculer le pouvoir !  
Pour cela les luttes et les protestations doivent s'amplifier. Elles doivent dénoncer les groupes fascistes qui s'agitent dans quelques facultés, comme à Caen. L'UNEF ne tolérera sous aucun prétexte une quelconque activité provocatrice de ces groupes.

Le 24 Mars convergeront dans un mouvement d'ensemble toutes les revendications posées par les étudiants.

Faisons du 24 Mars une grande journée d'action!

Par des délégations, grèves, meetings, réunions, en faisant se prononcer les conseils, en nommant des délégations aux rectorats et au ministère nous montrerons notre volonté d'aboutir .

GUICHARD PEUT ET DOIT CEDER !

24 MARS , JOURNÉE NATIONALE D'ACTION !

RESOLUTION GENERALE SUITE AUX  
TRAVAUX DE LA COMMISSION UNIVERSITAIRE

L'augmentation massive des dépenses d'éducation devient à notre époque en liaison avec la révolution scientifique et technique une condition essentielle du développement économique lui-même.

Pour le pouvoir la dépense d'éducation apparaît comme une nécessité en même temps qu'un grave sujet d'inquiétude, en effet, même si elle favorise la croissance, la dépense d'éducation coûte, elle pèse de façon immédiate sur le pourcentage de profit et ses effets bénéfiques sont diffus et lointains. Cependant c'est également une nécessité dans le cadre du début de la révolution scientifique et technique.

Lutter contre la ségrégation sociale à l'université, exiger des locaux des professeurs, sont des objectifs qui non seulement permettront d'assurer le présent et l'avenir des étudiants mais qui s'inscrivent dans un combat plus général pour le progrès. Dans leurs luttes revendicatives de chaque jour les étudiants avec leur organisation l'UNEF rejoignent le combat démocratique général contre les forces du passé.

Dans leur lutte pour des moyens de vie décente, ils posent les fondements d'une alliance solide avec les travailleurs qui désirent voir leurs enfants entrer à l'université.

Pour nous, lier l'enseignement à la vie, à la production, à la recherche, c'est ouvrir largement l'université, en faire un foyer de rayonnement de la culture, permettre à tous d'accéder à la fois à la plus haute qualification et au plus haut niveau de culture. Il s'agit pour nous de construire une université démocratique.

Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'UNEF l'affirme. La question des moyens alloués à l'université est au centre des problèmes actuellement posés.

Le 59<sup>e</sup> Congrès de l'UNEF l'affirme, il est de l'intérêt national d'allouer 25% du budget à l'Éducation Nationale.

En même temps les réformes de structures de l'appareil d'éducation sont un grave sujet d'inquiétude.

La main mise du patronat sur l'université, la prétendue autonomie, la restructuration, le vote à la prochaine session parlementaire d'une nouvelle mouture de la loi Debré sur l'aide à l'enseignement privé sont autant d'éléments visant au démantèlement de l'Education Nationale.

Il est nécessaire de réaffirmer le caractère de service public de l'Education Nationale, son financement public, la valeur nationale des diplômes, l'indépendance de l'université par rapport au patronat.

Avec les syndicats d'enseignants et toutes les forces démocratiques, l'UNEF assurera la défense de l'enseignement public, elle entreprendra une importante campagne d'explication sur ces problèmes.

## C O N T R O L E D E S C O N N A I S S A N C E S

L'examen a toujours été pour le pouvoir un moyen important pour mettre en place sa politique de sélection universitaire.

En effet à côté d'un moyen de contrôler les connaissances acquises par les étudiants, aspect "technique" indispensable et directement lié au problème de la valeur des diplômes et de leur caractère national, l'examen est aussi un moyen privilégié d'effectuer une sélection sous des formes diverses où le diplôme délivré ne caractérise plus l'acquisition d'un certain bagage mais concrétise l'exclusion de l'université d'un étudiant. De cette sélection, sont d'abord victimes les étudiants les plus défavorisés. Elle s'affectue sur une base sociale.

Après les luttes de Mai-Juin 68 l'appartition du contrôle continu des connaissances a été un acquis notable. À l'examen "guillotino" qui constitue un barrage important, a été substitué un système plus souple jugeant l'étudiant non plus sur une seule épreuve mais sur le travail effectué tout au long de l'année universitaire.

Ce mode de contrôle des connaissances qui comporte de nombreux points positifs a cependant très rapidement été limité par le pouvoir. Le manque de moyens matériels: locaux inadaptés, encadrement insuffisant, manque de bibliothèques, problème des étudiants salariés, a très souvent transformé le contrôle continu en instrument de sélection, renforcé par la multiplication des barrages, le bachotage permanent et l'exclusion des étudiants salariés.

Le décret du 19 Juin a porté un nouveau coup grave au Contrôle continu. En obligeant tout étudiant à subir contrôle continu des connaissances et examen pour se voir délivrer son diplôme, il renforce la sélection sociale en excluant les étudiants salariés et rend impossible toute tentative de rénovation pédagogique.

Face à cette politique il est nécessaire de mettre en échec le pouvoir; le 59<sup>e</sup> Congrès de l'UNEF décide donc d'engager la lutte pour:

- l'abrogation du décret du 19 Juin
- la mise en place et les moyens d'un véritable contrôle continu des connaissances : encadrements, locaux, bibliothèques, allocation d'études

## MOTION SUR LES ETUDIANTS SALARIES

Une revendication fondamentale du mouvement étudiant est la démocratisation de l'enseignement. Cette exigence s'est manifestée avec une force particulière durant les luttes de Mai-Juin 1968. Le Pouvoir a été contraint à certaines concessions. C'est ainsi que la création du Centre Universitaire Expérimental de Vincennes, ouvert aux non-bacheliers salariés, s'inscrit dans ce cadre.

Certes nous sommes conscients que l'ouverture des facultés aux non-bacheliers salariés ne supprime pas la sélection sociale, qui se manifeste dès le plus jeune âge, et que seule une réforme profonde et démocratique de l'enseignement pourra la supprimer.

Cependant, et pour cela même, tout recul, même faible, de la part du pouvoir dans sa politique de sélection sociale, doit être saisi et approfondi par le syndicat étudiant.

C'est pourquoi l'UNEF intègre dans ses luttes la défense de l'expérience Vincennes, afin de la doter de moyens nécessaires.

Mais limiter à une seule faculté l'admission des non-bacheliers, c'est obliger la faculté à faire une sélection parmi les non bacheliers eux-mêmes puisqu'elle ne peut recevoir tous ceux qui désirent étudier. C'est aussi une autre forme de sélection tout aussi néfaste (aussi bien pour les non-bacheliers que pour les bacheliers) dans la mesure où elle entraîne la dévalorisation des diplômes et l'asphyxie de la faculté; cela entre dans le cadre de la création de facultés concurrentielles, comme cherche à le faire le pouvoir.

L'UNEF luttera donc pour l'ouverture de toutes les facultés aux non-bacheliers ayant déjà eu une activité professionnelle d'au moins deux ans, avec un système d'équivalence au baccalauréat après obtention d'un certain nombre d'unités de valeurs.

Elle exige, en même temps, les moyens nécessaires leur permettant d'être étudiants à part entière, en particulier dans le cadre de l'application des accords de juillet 70 sur la formation professionnelle.

- cours de rattrapage et cours du soir
- heures d'études payées par l'entreprise
- possibilité de bénéficier des œuvres universitaires, d'obtenir des bourses
- les mêmes diplômes et débouchés que les étudiants bacheliers

## MOTION SUR LA FORMATION DES MAITRES

Suite aux déclarations ministérielles devant l'Assemblée Nationale et à la lettre aux directeurs d'IPES du 22 Octobre 1970.

Suite à la non inscription au budget 7I du financement des postes IPES 1970-7I.

Décidant d'amplifier et de mener à bien les actions déjà engagées dans les diverses universités, le 59<sup>e</sup> Congrès UNEF dénonce la politique du gouvernement en ce qui concerne la formation des maîtres qui :

1) par la suppression des IPES pour 7I, adans les faits pour conséquences  
- de supprimer le pré-salaire et le pré-recrutement des IPES et par la même de renforcer la sélection sociale

2) par le projet de création des Instituts Techniques de Formation pédagogique, aura pour conséquence

- en recrutant un nombre de postes dérisoire par rapport aux besoins de la nation, de continuer et pour longtemps à employer des maîtres auxiliaires qui assureront en fait le même travail que des titulaires mais sans formation professionnelle sans garantie d'emploi et tout en étant sous payés

- en recrutant uniquement au niveau du DUEL par un concours des plus sélectifs,

- d'accélérer le démantèlement de l'Université

- d'accentuer la coupure entre les 2 cycles

- de réduire le 1<sup>o</sup> cycle à 2 années de bachotage

- en faisant de ces ITPF des filières fermées où le CAPES serait uniquement réservé aux étudiants de ceux-ci

- de supprimer la possibilité pour tous les étudiants d'accéder à l'enseignement

- d'éliminer toute possibilité pour les auxiliaires actuellement en poste d'acquérir le complément théorique et pédagogique nécessaire à leur titularisation

- de vider les seconds cycles qui n'offriront pratiquement plus, ni formation, ni débouchés réels aux étudiants ayant échoué au concours, principalement en faculté des lettres

- en ouvrant ces instituts qu'aux seules enseignants spécialisés du second degré, d'accentuer le cloisonnement entre primaire, secondaire, supérieur.

Aussi, le 59<sup>e</sup> Congrès de l'UNEF propose d'engager la lutte pour

I - Le maintien du concours des IPES à la fin de l'année universitaire 70-71 avec, au moins, les 3800 postes prévus

Le maintien du concours de prérecrutement des maîtres à la fin de la I<sup>o</sup> année du I<sup>o</sup> cycle, ainsi que des recrutements complémentaires aux autres niveaux de l'enseignement pour permettre notamment la resorption de l'auxiliarat.

II - Une scolarité effective pour les élèves professeurs

Une formation théorique sanctionnée par le diplôme universitaire de la maîtrise

Une réelle formation pédagogique avant et après la maîtrise

III - Mettre en échec les plans du pouvoir qui veut exclure de l'enseignement tout étudiant n'ayant pas été pré-recruté en ouvrant à tous, les concours de recrutement à l'enseignement

IV - Une augmentation générale du nombre des places

la création de 5000 places supplémentaires au CAPES et à l'agrégation

V - Une solution réelle et durable du problème de la formation des maîtres en s'appuyant sur les principes suivants

- ne pas isoler les problèmes du secondaire de ceux du primaire et du supérieur

- formation en 5 ans de tous les enseignants du secondaire

- formation dans le cadre des universités en maintenant la liaison entre enseignement et recherche, connaissances théoriques et pratiques

- une véritable formation pédagogique

- un mode unique de recrutement qui ne soit pas en retrait sur la situation des actuels agrégés

- les moyens de la mise en oeuvre d'un tel plan, en ce qui concerne le fonctionnement de l'Université et le maintien du présalaire pour les étudiants de ces instituts.

R E S O L U T I O N    S U R    L E S    E T U D E S  
D E    S C I E N C E S

Il n'y a pas assez d'ingénieurs, de chercheurs, de techniciens en France et pourtant le nombre d'étudiants en Sciences déjà largement insuffisant, encore déoré lors de la dernière rentrée.

C'est la conséquence d'une politique malthusienne qui ferme l'université aux enfants des travailleurs, qui accentue la sélection, qui brise l'unité du savoir, qui subordonne le développement scientifique de notre pays aux intérêts à court terme de quelques puissances économiques.

Parmi les réformes proposées ou appliquées actuellement pour résoudre la crise de l'enseignement scientifique, certaines sont en opposition avec le rôle (et les buts de l'université tels que nous les avons définis:

Nous refusons notamment:

- toute politique à court terme, en particulier celle consistant à former à l'Université des techniciens étroitement spécialisés au service des industries

- l'existence de nombreuses branches professionnelles dans l'industrie (dont le diplôme n'est souvent pas reconnu par l'état) qui amène trop de disparité dans les enseignements et accentue les difficultés de reconversion des travailleurs

- la volonté implicite contenue dans la création des IUT, à savoir limiter l'enseignement supérieur à 2 ans pour la plupart des étudiants

- la volonté de Guichard d'instituer des voies "nobles" préparant des chercheurs et l'élite des cadres et des voies "courtes" formant des cadres étroitement spécialisés, qui ne sont en fait que des élections sur critères sociaux.

- la seondarisation du 1<sup>o</sup> cycle telle qu'elle s'institue actuellement

A court terme nous réclamons :

- l'intégration dans l'université de toutes les écoles et instituts ne dépendant pas actuellement de l'Éducation Nationale

A long terme nous souhaitons la création d'unités universitaires, constituées de facs, d'écoles et instituts regroupés dans un même cadre géographique. Un tel ensemble permettrait aux étudiants en sciences d'acquérir une formation générale indispensable dans leur vie professionnelle.

- les I P R E S

- une refonte des programmes afin d'asseoir la formation des scientifiques sur une culture générale suffisante

- la défense et l'extension dans les facs des secteurs de la recherche fondamentale.

MOTION PRESENTÉE PAR TOUS LES C. A.  
DES ETUDIANTS EN EDUCATION PHYSIQUE  
ET SPORTIVE PRESENTS AU 59<sup>e</sup> CONGRES

Les étudiants de l'UNEF se doivent d'examiner les problèmes de l'Education physique et sportive, d'examiner les visées du pouvoir dans ce domaine. Parce que l'EPS est une dimension fondamentale de l'éducation, la politique du pouvoir qui lui est appliquée a de graves conséquences sur la jeunesse et donc sur la nation.

Les objectifs du gouvernement en matière d'EPS peuvent se caractériser par:

- la recherche d'une élite sportive

- la rentabilité des activités physiques

- d'une part, la recherche d'une élite sportive s'inscrit dans une politique de prestige. Or cette orientation coûte cher:

J.O. de Grenoble

Construction du centre pré-olympique de Fon - Romeu qui n'a pratiquement pas été utilisé depuis 1968

Construction d'un nouveau centre de préparation olympique à Vichy pour les Jeux Olympiques de 1972

- d'autre part, la rentabilité des activités physiques de loisir en fait un domaine de choix pour le secteur privé.

L'EPS est considérée par le gouvernement comme simple défoulement, moyen d'évasion. Parce que répondant aux besoins réels de la population, les loisirs sont devenus un des plus vastes marchés financiers français. Marché financier que s'empressent d'exploiter les organismes privés tels que le Club méditerranée et Trigano.

Au lieu de leur donner un contenu éducatif dans une perspective démocratique du loisir, on transforme ces activités physiques en marchandise que l'on vend à la carte. C'est le cas du ski, pratiqué par plusieurs millions de français, de la voile, de la plongée, etc...

Cette politique se fait au détriment d'une véritable EPS:

- à l'école primaire: le 1/3 temps pédagogique accordant 6 heures aux activités physiques n'est pas réalisé à cause du manque de moyens et d'encadrement.

- dans le secondaire sur 5 heures obligatoires, 2h 1/4 seulement sont assurées
- dans le supérieur l'EPS est pratiquement inexistante

Malgré les besoins énormes, sur 20 bacheliers désirant préparer le professorat d'EPS, 1 seul termine ses études alors que dans un même temps des personnels non qualifiés sont introduits dans l'enseignement.

Aussi les étudiants d'EPS exigent:

- la création de 2500 postes au CAPEPS 71
- la mise en préparation de 6000 préparateurs en EPS
- l'abrogation du décret du 5 juin visant à la suppression des ENSEPS et précisant la mission des UER d'EPS.
- l'intégration de l'éducation physique à l'Education Nationale et la création au sein de l'Université de diplômes supérieurs d'EPS
- la création d'une session de rattrapage pour les P I Blessés.
- Ils s'opposent d'autre part à la mise en place d'animateurs dans le secteur scolaire.

Les étudiants en EPS avec leur organisation syndicale l'UNEF mettront toutes leurs, avec les SNEP, le SNEEPS, les parents d'élèves et toutes les organisations ouvrant dans le même sens pour la satisfaction de leurs justes revendications.

## MOTION SUR LES I.U.T.

Les IUT sont le lieu où l'on retrouve certainement à l'état brut le reflet de la politique universitaire du pouvoir.

### 1) au niveau de la sélection sociale

des chiffres: plus ~~de boursiers~~ <sup>de 2 fois</sup> de boursiers qu'à l'université.

Les couches moyennes sont attirées par une formation courte de 2 ans par manque de moyens de vivre.

### 2) au niveau de la secondarisation

- implantation dans des villes sans équipement universitaire et socioculturel
- limitation à 2 ans des études: tout statut de recherche est refusé, ce qui ne peut que nuire à la qualité de l'enseignement
- le recyclage où rien n'est mis en place
- la délivrance du diplôme qui risque de plus en plus d'être faites par la profession

### 3) au niveau de la formation

la formation s'oriente vers l'utilisation rentable des connaissances immédiatement à la sortie des IUT. La formation générale ne reste qu'un vernis d'expression et de jugement bien pensant à acquérir.

Les revendications sont donc les suivantes:

- Suppression du projet d'examen: nous sommes opposés à un examen délivré par la profession
  - Allocation chômage
  - Inscription dans les Conventions collectives, du DUT, BTS. Cela souligne la nécessité d'un syndicat étudiant puissant, qui puisse être l'interlocuteur valable face aux syndicats de salariés. Seuls ceux-ci en liaison avec les syndicats nationaux peuvent faire cette inscription
  - Création d'un 2° cycle technologique et d'un 3° cycle de recherche
- Ces revendications soulèvent des problèmes importants qui restent à approfondir: liaison IUT industrie, présence de personnalités extérieures dans les Conseils, présence de vacataires dans l'enseignement, taxe d'apprentissage versée directement.

C'est pourquoi nous demandons la création d'une commission technique à l'intérieur de l'UNEF sur les IUT, qui puisse permettre d'approfondir et de coordonner l'action menée dans les IUT - TS.